



Le 5 février 2019,

24 h de grève pour imposer nos revendications !

Depuis de nombreuses années, les politiques menées au service des plus riches par les gouvernements successifs génèrent de fortes injustices sociales, territoriales et fiscales. La CGT n'a cessé d'alerter les pouvoirs publics, de mobiliser dans les entreprises et les services contre des réformes régressives et pour une autre répartition des richesses produites dans le pays.

Gouvernement et patronat sont restés sourds et sont responsables de la crise actuelle. Ce ne sont pas les 10,3 milliards annoncés par le gouvernement en réponse au mouvement des gilets jaunes qui répondent aux urgences sociales.

D'ailleurs, à y regarder de plus près, ces 10,3 milliards n'existent pas : 3,9 milliards proviennent d'une taxe non mise en place (celle sur les carburants), 2,5 milliards de prime d'activité qui sont anticipés puisque cette mesure était prévue pour 2020, 2,4 milliards d'heures sup défiscalisées et désocialisées avec toutes les conséquences sur le budget de la Sécu et 1,5 milliards dû au gel de la CSG sur les pensions de retraite inférieures à 2 000 €.

Enfin, ce sont encore une fois les patrons qui peuvent se frotter les mains puisqu'ils n'auront pas à mettre la main « au portefeuille » !

Pourtant, de l'argent et des moyens, il y en a :

- 57 milliards d'euros versés aux actionnaires des grandes entreprises démontrent l'ampleur des richesses créées par les travailleurs.
- 40 milliards de CICE donnés aux entreprises sans aucune contrepartie ni aucun effet sur l'emploi, les salaires ou l'investissement productif.
- 80 milliards d'évasion fiscale chaque année.

Ces 180 milliards, c'est les nôtres et il convient de les récupérer pour construire une société plus juste et plus solidaire !

Il est indispensable de construire un rapport de force, notamment par la grève, pour imposer au patronat la redistribution des richesses. L'Histoire Sociale de notre pays nous le démontre, il n'y a pas d'avancée sociale majeure sans un grand mouvement social avec des actions grévistes dans les entreprises et les Services Publics !

Avec la CGT, j'agis et je revendique :

- L'augmentation générale des salaires, du point d'indice des fonctionnaires, des pensions et des minimas sociaux.
Avec le SMIC à 1 800 € et pas une pension inférieure au SMIC.
- Une réforme de la fiscalité avec un impôt sur le revenu plus progressif permettant d'alléger la fiscalité indirecte (TVA, TICPE).
- Le rétablissement de l'ISF.
- La suppression des aides aux entreprises qui ne servent pas à la création d'emploi, à l'augmentation des salaires ou à l'investissement productif.
- Le développement de services publics partout, pour tous avec des moyens suffisants en personnel pour un bon exercice de leurs missions.

Ne pas jeter sur la Voie Publique
Nancy le 23 janvier 2019

Mardi 05 février 2019, l'UD CGT de Meurthe & Moselle appelle le monde du travail à entrer dans l'action au travers de 24 heures de grève et une participation massive à la manifestation départementale.

Rassemblement à 14h – Place Dombasle à Nancy